

  
COQUEIRO ASSASSINE

Aderval Alves Coqueiro, un des quarante prisonniers politiques échangés contre l'ambassadeur Von Holleben, a été assassiné le 6 février à 13H 30, à Rio de Janeiro. Selon les informations de la Sécurité, Coqueiro a "réagi violemment à son arrestation, et a été abattu sur place".

Une cinquantaine de policiers en civil, armés de révolvers et mitraillettes, ont participé à cette opération qui avait pour but la liquidation du combattant révolutionnaire.

Aderval Alves Coqueiro avait connu les méthodes cruelles utilisées dans les prisons de la dictature. Il avait gardé un silence absolu au cours des innombrables séances de torture qu'il avait subies. Tous ceux qui l'ont connu garderont le souvenir vivant de cet homme courageux, entièrement dévoué à la lutte révolutionnaire. Le Front Brésilien d'Information déplore la disparition de ce camarade et continue à accomplir sa tâche en faveur de tous ceux qui combattent la dictature et l'impérialisme.

L'Archevêque dénonce la torture d'un prêtre italien

Le "Sao Paulo", journal de l'archidiocèse de Sao Paulo, publie dans son édition du 6.2.1971 une note de l'Archevêque métropolitain, Monseigneur Paulo Evaristo Arns répond aux articles de la presse quotidienne qui annoncent sous le titre "Deux subversifs pris dans la favela" l'emprisonnement du père Giulio Vicini et de Yara Spadini, assistante sociale et secrétaire de la région de l'archidiocèse de Sao Paulo.

"Comme Archevêque de Sao Paulo, nous avons le droit et le devoir d'informer que :

Ni le Révérend Père Giulio Vicini, ni Dona Yara Spadini ne peuvent être taxés de subversifs sans être jugés par un tribunal compétent et avec droit à une entière défense.

Le père Giulio ainsi que l'assistante sociale Dona Yara Spadini jouissaient de la plus haute estime dans la région épiscopale sud de notre diocèse auquel ils appartenaient.

Malheureusement, le Révérend Père Giulio et Dona Yara ont été torturés, de manière ignominieuse, au DOPS de notre Capitale, comme le vicaire épiscopal de la région sud et nous-même avons pu le constater personnellement. (...)

L'archidiocèse de Sao Paulo espère que les autorités ne se déroberont pas au devoir d'enquêter sur ces faits déprimants et d'appliquer un châtement énergique. (...)

Cette note doit être fixée aux portes des églises paroissiales et des chapelles de notre archidiocèse sans lecture ou commentaires au cours des actes religieux".

#### Un évêque traduit en jugement

L'évêque de Volta Redonda, Don Waldir Calheiros, sera inclus dans le procès du Père Nathanael Moraes et de deux militants de la JOC, Candido et Hélio, faits prisonniers à Volta Redonda le 6 novembre. Cette mesure, d'après les informations officielles, est motivée par le simple refus de l'évêque de déposer au procès. Le bulletin de la Conférence nationale des évêques du 29.I.1971 rapporte que le Père Nathanael, Candido, Helio et trois autres jocistes ont été soumis à la torture au cours des interrogatoires.

#### Rubem Paiva disparu.

On est toujours sans nouvelles de l'ex-député Rubem Paiva, fait prisonnier le 20 janvier avec sa femme et sa fille. Eunice Paiva libérée le 2 février, n'a pas réussi à obtenir la moindre information sur son mari, qui aurait été détenu au 1er Bataillon de la police militaire. La lère Armée a rendu les lettres et vêtements qui avaient été remis à destination de l'ex-député quelques jours auparavant, montrant de cette façon que Rubem Paiva "ne se trouve pas en son pouvoir".

On sait seulement que les autorités policières ont voulu faire toute une mise en scène en distribuant une note à la presse le 23 janvier. Selon cette note, un groupe de terroristes aurait attaqué une voiture de police qui effectuait le transfert d'un prisonnier politique et aurait réussi à libérer leur compagnon après avoir mis les gardes hors de combat. Les autorités insinuaient qu'il s'agissait d'un personnage important, "ex-député fédéral".

Quoi qu'il arrive à Rubem Paiva, l'armée qui l'a emprisonné est responsable de son intégrité physique.

## LA SECHERESSE AU NORDESTE - LE GOUVERNEMENT SE REJOUIT...

Au retour d'une tournée à travers le Nordeste, le Ministre Cirne Lima exprime son étonnement : "D'une certaine manière, j'ai vu le bétail en bon état, ce qui m'a surpris. Je m'attendais à le trouver plus affaibli. Ainsi, du point de vue économique, la sécheresse de 1970 qui peut déjà toucher à sa fin ou continuer plus avant dans l'année, n'est pas arrivée à compromettre l'économie." (Estado de Sao Paulo, 24.I.1971).

Cette résistance du troupeau bovin n'est pas si surprenante : il a pu subsister grâce aux pâturages artificiels aux bords des étangs particuliers des grands propriétaires. Mais le Ministre a-t-il regardé les hommes affamés du Nordeste, les 500.000 victimes de la sécheresse qui travaillent dans 150 'Fronts de Travail' pour gagner 2,20 cruzeiros par jour ?

Les techniciens de la Banque du Nordeste de Brésil (organisme officiel de crédit) ont établi un tableau de la situation des principaux produits agricoles en 1969 et 1970. L'analyse de ce tableau montre que les cultures les plus touchées par la sécheresse sont justement les cultures de subsistance dont dépend la grande majorité de la population nordestine pour vivre : la production de haricots a baissé de 48%, celle du maïs de 42%, celle du manioc de 26% et celle du riz de 39%. Ces produits qui composent presque exclusivement la diète du paysan du Nordeste, ont subi une hausse vertigineuse des prix en raison de leur raréfaction et de leur caractère de nécessité vitale. C'est ainsi qu'un kilo de haricots coûte 2,40 cruzeiros, ce qui revient à dire qu'au terme d'une journée de travail épuisant à manier la pelle et la pioche sous un soleil de plomb dans les chantiers du gouvernement, le travailleur ne gagne même pas de quoi acheter un kilo de haricots pour l'unique repas, déjà bien insuffisant pour lui-même et sa famille. On ne s'étonne plus de savoir que des dizaines de personnes sont mortes dans les "Fronts de Travail" d'inanition ou emportées par des infections bénignes, comme la grippe. La misère des uns a contribué à la prospérité des autres, comme le montre la même étude faite par la Banque du Nordeste du Brésil : "le problème prend des aspects délicats à cause de la forte concentration de revenus qui s'est faite au bénéfice d'une petite fraction d'agriculteurs qui ont réussi, grâce à l'irrigation ou à d'autres moyens, à maintenir leur production. Tous les autres ont tout perdu, principalement, les cultures de subsistance".

Cependant l'impact de la sécheresse n'a pas donné de grandes préoccupations au gouvernement. Jusqu'à présent, la dictature a dépensé 260 millions de cruzeiros dans la création d'emplois pour les victimes de la sécheresse. C'est-à-dire, à peine 1,3% des dépenses publiques Investissement profitable; puisque les "flagelados" ont travaillé à

la mise en état de tant de kilomètres de routes en échange d'un salaire bien inférieur aux salaires minimums fixés par la loi.

En comparaison avec les sécheresses précédentes, c'est une somme dérisoire. En 1958, les dépenses en faveur des victimes de la sécheresse avaient correspondu à 10% des dépenses fédérales. Les technocrates du gouvernement en tirent des conclusions optimistes : "ces données montrent que, par le passé, les sécheresses du Nordeste désorganisaient les finances publiques de la Nation, entraînant une réduction des investissements et augmentant énormément l'inflation. Avec la croissance de l'économie nationale, l'urbanisation, l'industrialisation et l'importance du secteur public, l'impact de la sécheresse, en termes relatifs, a considérablement diminué". Les techniciens du gouvernement peuvent être satisfaits : ils ont réussi à isoler le Nordeste, de façon à ce que l'extrême misère de près d'un tiers de la population du Brésil n'influence pas les précieux "taux de croissance" qu'ils sont si fiers d'exhiber aux capitalistes étrangers.

VALE DA RIBEIRA -- APRES LA LUTTE ANTI-GUERRILLA; LA "PACIFICATION"

Tous se souviennent de l'épisode de Vale da Ribeira. Une poignée de révolutionnaires qui s'entraînaient dans cette région (une des plus pauvres du centre sud du pays) aux techniques de la guerrilla réussissaient à s'échapper, encerclés par 20.000 soldats de la dictature (Front n° 11, juillet 1970).

Au cours de cette vaste opération de répression, une des plus violentes du régime, des paysans avaient été torturés (un jeune ménage dont la femme était enceinte, fut exécuté) et des plantations entièrement brûlées au napalm.

Vale da Ribeira a retenu l'attention du gouvernement militaire. Celui-ci, parfaitement conscient de ce que la violence ne suffit pas pour liquider l'opposition populaire, a décidé d'avoir recours à d'autres techniques fascistes "d'encadrement" de la population.

Dans cette optique, un groupe du "Projet Rondon" a été installé à Vale da Ribeira pendant les grandes vacances (qui correspondent à l'hiver européen). Ce projet mobilise des étudiants (en médecine, dentistes, ingénieurs...) triés sur le volet évidemment, qui sont envoyés dans les régions misérables et participer à des oeuvres publiques. Les frais matériels de l'opération sont couverts par l'armée qui fraternise ainsi avec les étudiants. En échange, les stagiaires fournissent d'utiles rapports sur la vie des "communautés assistées" sur les foyers d'opposition et les leaders populaires qui échappent au contrôle de la police.

Mais, comme l'avoue la presse même de la dictature, l'expédition n'a pas trouvé une population réceptive. De fait, de nombreuses études ont déjà été faites sur la région, accompagnées de promesses d'amélioration, mais elles n'ont engendré que "le discrédit, la méfiance et même la révolte qui va depuis le plus humble salarié agricole, interviewé des dizaines de fois, jusqu'à l'autorité diplômée, fatiguée et déçue d'avoir tant de fois sollicité en vain". Un paysan de Vale da Ribeira fait cette réflexion qui n'est pas dépourvue d'esprit, à propos de l'aide gouvernementale : "Ils examinent tous les enfants, trouvent des dizaines de maladies en chacun de nos fils, nous ouvrent les yeux et puis s'en vont, sans nous donner ni aide, ni médicaments. Quand c'est un dentiste, il arrache les dents gâtées, car il n'a pas la possibilité d'appliquer un traitement. Il vaudrait mieux qu'ils ne viennent pas. Dans l'ignorance, nous pourrions vivre plus heureux". (O Estado de Sao Paulo).

Ce n'est pas le projet Rondon, conçu comme simple instrument de propagande du gouvernement et de l'armée qui va rompre avec cette tradition de promesses démagogiques. Les paysans de Vale da Ribeira le savent et ont reçu avec scepticisme "les techniciens" du pouvoir. Alors que le message révolutionnaire d'une poignée d'hommes qui passèrent là quelques temps reste vivant en chacun d'eux, et leur rappelle que la solution de leurs problèmes viendra de la lutte des opprimés et non des aumônes de la minorité qui les exploitent.

DECLARATION DES 70 REVOLUTIONNAIRES BRESILIENS LIBERES APRES  
L'ENLEVEMENT DE L'AMBASSADEUR SUISSE.

A l'instant où nous mettons le pied sur le sol du Chili, pays où la lutte de libération des peuples opprimés a fait un pas en avant avec la victoire des compagnons de l'Unité Populaire, nous nous adressons aux travailleurs des champs et des villes, aux étudiants et au peuple brésilien, comme à tous ceux qui, en dehors du Brésil s'intéressent à la lutte de libération qui se déroule dans notre pays.

Au Brésil, les droits de l'homme les plus élémentaires ont été supprimés par une douzaine de généraux au pouvoir, des conquêtes sécuritaires comme l'habeas corpus sont refusées à ceux qui s'opposent au régime, la violence policière frappe sans discrimination des milliers de brésiliens prisonniers sans qu'ils aient le droit de se défendre. Les tribunaux militaires où ceux qui jugent sont les mêmes que ceux qui torturent n'ont rien à envier aux tribunaux fascistes de Franco et aux farces juridiques du nazisme. Il y eut même des cas de tortures dans l'enceinte du tribunal, comme cela s'est produit avec le caporal Marianne Ferreira.

Loin de reculer devant la clameur de l'opinion publique mondiale contre la torture, la dictature militaire a intensifié et rationalisé encore plus ce procédé monstrueux de répression. Récemment un ministre de la dictature a admis publiquement l'existence des tortures au Brésil et les militaires responsables de l'Opération Bandeirantes, organe suprême de la torture à Sao Paulo, ont été décorés par la dictature de la médaille d'honneur de la police. (...)

Parallèlement à ces procédés de terreur utilisés pour réprimer ceux qui s'opposent à l'exploitation et à l'oppression qui pèsent sur le peuple brésilien, une vaste campagne de masses est entreprise pour démontrer "que le Brésil progresse à un rythme de Grand Brésil". La croissance économique est montée en épingle, mais on oublie que le salaire réel est toujours plus bas (il a baissé de 54% pendant les cinq dernières années). Les étudiants sont convoqués pour des opérations, comme l'opération Rondon, qui ont pour but de dissimuler la misère du peuple brésilien par une assistance sociale et des augmentations, pendant que les leaders étudiants sont expulsés des Facultés et emprisonnés par la dictature. Cet orgueil national fasciste est largement stimulé par les milieux officiels qui oublient que la faim tue encore au Nordeste. Tout ceci cependant ne dissimule pas la vérité : chaque jour le pauvre est plus pauvre et le riche plus riche. Cette situation amène inévitablement les exploités à lutter, lutte dont l'expression la plus avancée est la lutte armée commencée par

des groupes révolutionnaires brésiliens il y a trois ans. La dictature militaire est la formation politique qui exprime l'alliance entre les impérialistes nord-américains et leurs associés secondaires brésiliens; elle a besoin de la répression violente et de la tromperie pour continuer à exploiter le peuple brésilien. (...)

Bien qu'aujourd'hui, ceux qui luttent les armes à la main soient peu nombreux, le développement de la lutte de libération à travers la guerrilla urbaine et rurale, armera tout le peuple et détruira les exploiteurs et les oppresseurs du peuple brésilien. C'est dans cette optique que nous devons envisager l'enlèvement de l'ambassadeur suisse : cet acte fut accompli en état de légitime défense du peuple pour sauver des compagnons de l'horreur des prisons. (...)

La dictature militaire a rompu unilatéralement le processus des négociations à propos de l'enlèvement de l'ambassadeur suisse dès le début. (...) Déjà en possession des noms des prisonniers à libérer, le gouvernement en a profité pour faire du chantage en nous menaçant de représailles si les négociations n'aboutissaient pas et à commencer à refuser sans discrimination de nombreux compagnons. De fausses déclarations dans lesquelles ils déclaraient ne pas vouloir être échangés ont été fabriquées, comme celles du médecin Rubens Bergel et de Wanda Cozetti Marinho. La libération du camarade Délio Fautini fut refusée, parce qu'aujourd'hui encore, sont visibles les traces des tortures qu'il a subies, il y a presque deux ans. En outre, continuant son offensive irresponsable, qui, à aucun moment, ne tint compte de la vie de l'ambassadeur suisse, la dictature nous a soumis aux pires humiliations. Beaucoup d'entre nous sont restés enchaînés deux par deux pendant trois jours d'affilée à l'aéroport du Galieao. On nous a volé une partie de nos avoirs personnels et la presse brésilienne a publié contre certains d'entre nous des calomnies absurdes basées sur des informations officielles. A l'aéroport, nous avons été attaqués par des officiers de l'Aéronautique alors que nous étions encore enchaînés (nous le sommes restés jusqu'à notre arrivée au Chili). Le commando responsable de l'enlèvement a gardé son sang-froid et a pu mener ainsi les négociations.

Mais nous trouvons nécessaire d'alerter l'opinion publique : il existe une possibilité concrète que certains de nos compagnons dont la libération a été refusée, soient exécutés par la répression dans leurs prisons. C'est le cas de : Alberto Vinicius (dit Xanha), Paulo Pontes, Aldo Sa Brito et Diogenes Sobressa de Souza. Nous jugeons nécessaire de prévenir ces assassinats par une campagne intense d'information publique.

Pour conclure, nous trouvons que le caractère anti-patriotique de la dictature brésilienne se montre en plein jour quand ses agents essaient de casser notre citoyenneté brésilienne; à nous qui sommes



de légitimes patriotes; mais le peu le sait que nous continuerons à combattre. Si la dictature est née et mourra fasciste, nous sommes nés et mourrons brésiliens.

NT- Comme le dernier bulletin du Front Brésilien d'Information l'a dénoncé, Aldo Sa Brito, a déjà été assassiné sous les tortures, après la libération des 70 prisonniers.

ECHEC DIPLOMATIQUE ET REVANCHE "A L'AMERICAINE"

Harcelé par l'action des groupes révolutionnaires, le gouvernement brésilien essayait depuis Juin 1970 de faire adopter par l'Organisation des Etats Américains (OEA) un projet d'internationalisation de la répression. Au cours de l'Assemblée générale de cette institution, tenue à Washington, il y a huit mois, il avait obtenu des Etats-Unis et de l'Argentine que soit étudiées les mesures à prendre à l'encontre "des actes de terrorisme et en particulier, de l'enlèvement de personnes et des extorsions pratiquées en rapport avec ce délit". Le représentant de la dictature voulait que soient sanctionnées par l'OEA :

- 1.- la "suppression du droit d'asile diplomatique et territorial".
- 2.- le droit de faire extraditer les réfugiés politiques.
- 3.- le droit de "poursuivre et de juger les délinquants politiques d'autres pays pour crime de lèse-humanité".

A l'occasion, trois pays se montrèrent peu disposés à emboîter le pas aux généraux argentins et brésiliens et à leur protecteur nord-américain : le Chili, Panama et le Mexique, convaincus qu'il fallait d'abord "combattre l'origine de la violence" c'est-à-dire "les injustices sociales" et que, de toute façon, "le maintien de la sécurité était du ressort exclusif de chaque pays".

Le principe d'une réunion des ministres des affaires étrangères des Etats américains fut toutefois retenu ; elle fut fixée pour la fin janvier. Elle s'est terminée le 3 février par le désaveu total des thèses brésiliennes. Seule fut votée une condamnation de principe de l'enlèvement des diplomates. S'abstinrent, outre le Brésil, les pays dirigés par des dictateurs notoires : le Paraguay de Stroessner, la République haïtienne de Duvalier, le Guatemala, l'Argentine et l'Equateur. Leurs délégués se retirèrent avant la fin de la réunion. Ils n'avaient même pas pu obtenir l'appui du représentant américain, au départ favorable, mais gêné par l'importance numérique du groupe opposé et formé par les treize autres délégués du continent.

Une seule revanche : la contre-offensive impérialiste.

Ulcéré par l'échec diplomatique enregistré, le plus grave au demeurant depuis l'installation en 1964 de la dictature, le gouvernement brésilien envisage d'user purement et simplement de la force. La propagande destinée à justifier sa politique de chantage économique et militaire à l'égard des "nations ennemies" du continent a déjà commencé. Le quotidien d'extrême-droite "O Estado de Sao Paulo" s'en est fait le diffuseur.

Pour celui-ci, l'échec essuyé par le Brésil à l'OEA consacre une évidence : l'instauration d'un "climat de guerre froide en Amérique latine", et ce, depuis 1960, date de l'exclusion de Cuba, devenue "plus dangeureuse" depuis son éloignement parce qu'elle n'a pas cessé d'être un "facteur de division" (voir "O Estado de Sao Paulo" du 3 et 4 février). Les éditorialistes du journal vont jusqu'à dire que "de nos jours, l'Amérique latine est aussi divisée que l'Europe", les deux pôles contraires étant constitués d'une part, par le Brésil et l'Argentine, présentés comme des Etats "néo-capitalistes" et "défenseurs de la civilisation occidentale et chrétienne" et, d'autre part, par Cuba et le Chili, hystériquement taxés de nations "mentalement sous-développées" (id).

L'unité latino-américaine n'existe donc plus ; l'OEA fait faillite ; et puisqu'elle s'est révélée incapable "d'arrêter le développement de la guerre froide", il revient au Brésil d'agir d'autant plus manifestement que "sa culture, son rythme de développement, sa géographie et sa technologie le destinent à devenir la nation hégémonique (sic) du continent". Le quotidien propagandiste va plus loin : "le Brésil doit forcer l'OEA à choisir de survivre avec lui ou de disparaître sans lui". Comment? En faisant valoir directement sa puissance. En adoptant ouvertement une politique impérialiste destinée à faire taire les voix du Chili d'abord, du Pérou et de la Bolivie ensuite, ces trois pays ayant le plus résisté, au sein de l'OEA, aux menées interventionnistes des généraux de Brasilia.

Il y a cinq ans, la dictature alimentait déjà le désir d'intervenir là où, en Amérique latine, on n'aurait pas la même conception qu'elle de la démocratie et de la liberté. A cette époque, elle préconisait avec l'Argentine, la création d'une Force interaméricaine d'intervention avec le concours de l'OEA. Le projet n'aboutit point. Celui d'intervenir diplomatiquement et juridiquement vient d'être également rejeté. On agira donc seul. Le caractère fasciste du régime (et du langage des journalistes à sa solde) et la volonté d'imiter le comportement des Etats-Unis dans le monde, ne peuvent qu'appeler ces débordements.

#### NOUVELLES EN BREF

##### UNE BANQUE ANGLAISE FAIT L'ELOGE DE L'ECOLE SUPERIEURE DE GUERRE

La revue de la "Bank of London and South America Ltd." dans son numéro de janvier, consacre un article au fonctionnement de l'Ecole Supérieure de Guerre qu'elle définit comme "l'unique centre efficace du pays de formation d'une élite".

L'éditorial souligne qu'il est "indispensable de connaître le rôle joué par l'Ecole Supérieure de Guerre pour comprendre la pensée et les attitudes des principaux dirigeants du Brésil, car cette institution a été le laboratoire où se sont forgées et définies l'idéologie et la doctrine de la Révolution de 1964".  
Toute banque sait où se trouve son intérêt. La "Bank of London and South America Ltd" se devait de rendre hommage aux militaires qui défendent si consciencieusement les intérêts du capital étranger au Brésil.

#### L'EX-CHEF DU SNI PRÉSIDENT DE LA DOW CHEMICAL CO.

Le Général Golbergi Souto e Silva, ex-Chef du Service National d'Informations (SNI) sous le gouvernement Castelo Branco, a été nommé président de la Dow Chemical Co du Brésil. Cette société fabrique aux Etats-Unis le napalm utilisé au Vietnam par l'impérialisme américain.

#### CAPTURE D'UN "FABRIQUANT DE FAUX PAPIERS"

Les policiers brésiliens ont procédé à l'arrestation de Lucas Branco. Celui-ci était chargé, d'après les journaux de la dictature, de procurer de faux-papiers aux militants de la VPR.

#### PEINE DE PRISON POUR DELI D'OPINION.

Le professeur Caio Prado Junior, historien mondialement connu, a vu confirmée sa condamnation à 13 mois de prison par le Tribunal Militaire. Quelle faute cet universitaire a-t-il commise? Celle d'enseigner l'histoire économique du Brésil d'une façon qui déplaisait à la dictature ! Cet esprit indépendant a toujours refusé de se plier à des impératifs autres que ceux de la science et ne craignait pas de dénoncer l'exploitation du Brésil par l'impérialisme américain associé à la bourgeoisie "nationale".

#### Un silence suspect

Les autorités policières et militaires gardent un silence suspect à propos de l'emprisonnement de diverses personnes détenues à l'opération Bandeirantes (quartier général de la torture à Sao Paulo) ou au Cenimar (Centre d'information de la Marine) à Rio. Ont "disparu" de cette façon :

- Diniz Cabral Filho, arrêté le 26 Janvier.
- Felipe Lindoso, qui d'après le témoignage d'une jeune fille arrêtée en même temps que lui et relâchée ensuite, a été entièrement "brisé" par les tortionnaires.

- Cleuser Barros et Paulo de Tarso (dit Paim) qui sont gardés par la police depuis le 8 janvier au siège de l'Opération Bandeirantes.
- Hélio Cabral, dit Mateus, interné pendant 15 jours à l'Hôpital des Cliniques de Sao Paulo avec les reins et le foie éclatés et en danger de mort. Il a été remis à l'OBAN alors qu'il urinait encore du sang.
- Deux prisonniers non identifiés se trouvent détenus dans le même hôpital. La police les a inscrits sous de faux noms. L'un vient du Nord, probablement de Bahia. L'autre qui est blond serait étudiant en physique, et s'appellerait probablement Paulo.

#### Assassiné au siège de l'Opération Bandeirantes

Le Front vient d'apprendre qu'un ouvrier appelé Raimundo, noir, âgé de 22 ans et arrêté dans la ville de Maua, a été assassiné par les tortionnaires de l'OBAN fin décembre ou début janvier. Cette information de source sûre a réussi à percer le mur de silence élevé par la dictature. Le secret des détentions, qui ne sont pas communiquées aux autorités judiciaires et que la presse ne peut annoncer que par communiqué de police ; l'habitude plus fréquente de donner de faux noms aux prisonniers ; le recours au mensonge caractérisé en déclarant que des prisonniers au pouvoir des autorités policières ou militaires ont "disparu" ou "fui" de prison ou d'un encerclement de police. Ce autant de moyens utilisés par les forces de répression pour couvrir les assassinats politiques chaque jour plus nombreux au Brésil.

#### Disparus

Tarzan de Castro et sa femme, de nationalité uruguayenne, portés disparus ont été en réalité arrêtés à Recife et transférés au Sud, probablement au Cenimar. Suspects d'être en liaison avec Tarzan de Castro, Guilnerme Pereira Santos et Diogenes Souza (dit Araujo) ont également été arrêtés. Tous deux sont détenus à l'OBAN. Diogenes de Souza paysan, a été brutalement torturé et se trouve entre la vie et la mort. Toujours à l'OBAN et sous des accusations analogues, sont détenus Antonio Granado et Geraldo Godoy.

### Dernières créations dans le domaine de la torture

La pratique de la torture, non seulement augmente mais elle se diversifie. De nouvelles techniques ont été adoptées tant à Rio qu'à Sao Paulo, comme le casque électrique et les injections d'éther dans le vagin des femmes et la plante des pieds des hommes. Ces pratiques ne sont pas ignorées des dirigeants politiques, qui dans les cas les plus scandaleux prétendent les attribuer à "l'exaspération" de policiers subalternes, qui d'ailleurs ne sont jamais identifiés ni punis.

### Condamnation de Diogenes de Arruda Camara

Le 8 février, l'ancien député et membre du Comité Central du PC brésilien, Diogenes de Arruda Camara, a été condamné à cinq ans de prison par le Conseil permanent de l'auditorat militaire de Sao Paulo. Des Compagnons de Diogenes à la prison Tiradentes de Sao Paulo ont témoigné du courage de ce vieux militant brutalement torturé par la police de la dictature.

D'autres condamnations ont été prononcées en même temps que celle de Diogenes : Alvaro Alfredo Cunha, journaliste et son épouse Edayr Maria Lopes Maia, professeur: 2 ans - Elza Ferreira Lobo, journaliste, également deux ans - Abdala Junior, professeur : un an (déjà passé en prison en attendant le procès).

### Accord Embraer-Macchi

L'Italie favorise-t-elle l'intervention américaine dans la lutte anti-guerrilla des généraux réactionnaires qui détiennent le pouvoir au Brésil? "Cette question posée au gouvernement italien par un groupe de députés se rapporte à un accord passé en juin dernier entre la Embraer (entreprise brésilienne d'aéronautique) et la Macchi (firme italienne à participation américaine).

Cet accord prévoit la livraison de 112 avions Macchi MB 326 G d'entraînement et de combat, dont 27 seront importés d'Italie, 27 autres montés au Brésil, et le reste construit sous licence par l'Embraer, exception faite des moteurs et de l'équipement électronique. La Banque Commerciale Italienne et la Banque de Naples participeraient à ce projet de 64 millions de dollars.

Les députés italiens ont demandé aux deux ministres concernés par l'accord : si le gouvernement de Rome "ne voit pas dans ce fait une grave ingérence américaine perpétrée à travers la Macchi et constituée par des initiatives qui lèsent notre autonomie et la ligne que l'on affirme adopter contre les régimes dictatoriaux du type de celui qui est installé au Brésil, qui a supprimé les libertés démocratiques et pratique la violence, la répression et la torture contre les opposants au régime".

## LE DEVELOPPEMENT BRESILIEN

Les investissements étrangers augmentent au Brésil : "le rythme des investissements étrangers est actuellement supérieur aux plus hauts niveaux jamais atteints dans l'histoire du Brésil" déclare, en décembre dernier, le ministre de l'Economie, Oelfim Neto. "De façon générale, le climat, au Brésil est très favorable" (à l'investisseur étranger), avait déjà dit Berney Friele, assesseur de Rockefeller ("Jornal do Brasil", 23.II.1970).

Les exportations brésiliennes pour des nouveaux marchés européens et africains augmentent.

Le gouvernement militaire prouve-t-il pour autant le développement du pays ? C'est bien ce que prétendent faire croire les autorités brésiliennes.

Le Front Brésilien d'informations propose à ses lecteurs quelques analyses du "développement brésilien", faites par des économistes non-officiels du régime. Le texte que nous publions, extrait de MARCHA (hebdomadaire uruguayen) est le résumé d'un long article intitulé "Brésil 1970", et signé de Paulo Scilling, économiste brésilien, exilé à Montevideo.

### Le mythe du développement économique...

Une "rétrospective de la décade 60" publiée par la Fondation Getulio Vargas (organisme officiel chargé de calculer le revenu national) montre les taux suivants de croissance du produit réel :

Décade 1949-59 .....	87,5%
moyenne annuelle .....	6,5%
Décade 1959-69 .....	77,9%
moyenne annuelle .....	5,9%
1960 .....	9,7%
1961 .....	10,3%
1962 .....	5,3%
1963 .....	1,5%
1964 .....	2,9%
1965 .....	2,7%
1966 .....	5,1%
1967 .....	4,8%
1968 .....	8,4%
1969 .....	9,0%

Les résultats des trois dernières années sont d'après la FGV., "des estimations préliminaires", ce qui paraît assez suspect. Normalement, seules les données relatives à la dernière année sont considérées comme "provisaires", préliminaires et sujettes à rectification. C'est assez incroyable que cela se produise pour les indices de trois ans. Cette étrange situation paraîtrait confirmer les soupçons selon lesquels les statistiques seraient falsifiées dans le but de présenter une image favorable de l'économie brésilienne et attirer ainsi plus de capitaux étrangers.

Toute une série de données parallèles paraissent montrer la fausseté des calculs du revenu national faits par la Fondation. S'il est réel, l'actuel développement est assez mystérieux, parce que l'on n'en voit pas les résultats. Nous pourrions énumérer toute une série de faits démontrant les versions optimistes des économistes officiels. Voyons-en quelques-uns parmi les plus représentatifs :

Le revenu réel des exploitations agricoles dans l'état de S. Paulo -l'agriculture la plus moderne du pays- a baissé de l'indice I73 en 1965 à l'indice I41 en 1969, révèle une enquête faite par le Secrétariat à l'Agriculture de l'état bandeirante. Des chiffres de la FAO, de divulgation récente, accusent une augmentation de 1% seulement du revenu agricole brésilien en 1969; les données statistiques du Ministère de l'Agriculture montrent une augmentation de 6% pour la même année.

L'"offre d'emplois dans la production" (données que la Fondation obtient par l'analyse des annonces publiées par la presse) présente le panorama suivant : partant de l'indice 100 en 1953, il est à 700 en janvier 1964 et ne dépasse pas 530 en décembre 1969.

Nous savons qu'il existe une certaine relation entre l'augmentation de la production industrielle et la consommation d'électricité. Il n'y a pas une coïncidence absolue, parce que d'autres secteurs que la production industrielle consomment de l'énergie. De toute manière, la consommation d'énergie électrique est un bon "test" du développement industriel. Analysons ce qui se passe dans ce domaine. Entre 1960 et 1966, la consommation d'énergie électrique augmente de 40,23% et la production industrielle de 46,7%. La situation est radicalement différente ces dernières années. Ainsi en 1968, quand le gouvernement indique une hausse de 8,4% du PNB et de 13,2% de la production industrielle, la consommation d'électricité passe de l'indice 107 à 114, c'est-à-dire, augmente de 6,5%. La même chose se passe en 1969 : augmentation présumée du revenu national 9%, hausse supposée de 10,8% de la production industrielle, la consommation d'électricité n'augmente que de 5,26%.

Or, la baisse de "l'offre d'emplois dans la production" mentionnée plus haut, pourrait s'expliquer par une augmentation de la productivité due à un progrès technologique. Mais ce progrès devrait impliquer - cela paraît évident- une hausse plus accentuée de l'énergie



électrique que celle constatée. Miracle ou falsification grossière ? Ou les industriels dissimulent leur consommation d'énergie, préjudice à la "Light and Power", ou les statistiques mentent.

Les effets du prétendu développement sur la situation du peuple ne se font pas plus sentir. Au contraire : des données statistiques, également officielles, le démontrent. En ne prenant que deux aspects fondamentaux -l'alimentation et l'habillement- nous voyons que le peuple vit chaque jour plus mal. Une véritable transformation s'opère dans la diète populaire, et encore, dans les régions les plus riches du pays. Dans l'état de Guanabara, la consommation de viande de boeuf est passée de 41,49 kg en 1961/62 à 37,6 kg per capita et par an (son prix a augmenté de 3,27 cruzeiros en janvier de cette année à 5,08 cruzeiros actuellement). La consommation de sucre per capita a baissé de 41,95 kg à 34,68. En compensation (compensation relative!) la consommation de riz et de haricots secs (aliments de qualité et de prix inférieurs) a augmenté de 39,96 kg à 49,36 et de 22,92 à 26,21 kg respectivement.

Le "Jornal do Brasil" du 16.II.1970 donne une idée de l'absurdité régnant dans le système d'alimentation populaire. On enregistre une production de 6 millions de litres de lait pour une population de 90 millions. Ce qui signifie 0,066 litre per capita. Même ainsi il y a surproduction à cause de l'infime pouvoir d'achat du peuple. Bien que la Confédération Brésilienne de Coopératives laitières transforme 150.000 litres de lait par jour en lait en poudre, par manque de consommateurs de lait naturel, elle garde en stock, sans possibilité de vente, 4.000 tonnes de lait en poudre. A ce "test" de la politique sociale du gouvernement, il faut ajouter un autre aspect, de caractère nationaliste. Pendant que les coopératives menacent de brûler comme inutilisables les 4.000 tonnes de lait en poudre, le gouvernement en a importé cette année 10.296 tonnes des Etats-Unis, contribuant ainsi à l'écoulement des excédents agricoles du pays ami.

D'autre part la Fondation Getulio Vargas signale une baisse vertigineuse dans la vente des "vêtements, souliers et tissus", en 1969 : 25,5%.

Cette détérioration, tant qualitative que quantitative dans l'alimentation et l'habillement populaires, s'explique par la baisse du salaire réel des classes travailleuses. La FGV donne le tableau suivant de l'évolution du salaire minimum-indice du coût de la vie dans l'Etat de Guanabara.

Année	SM	CV
1964	100	100
1965	157	160
1966	200	234
1967	250	305
1968	309	373

"En revanche", la production d'automobiles augmente sans cesse : 15% d'augmentation en 1970, elle devra atteindre 400.000 unités (dont seulement 15 à 16.000 tracteurs). Pendant que la grande majorité du peuple mange moins et s'habille plus mal, un petit secteur de la population s'incorpore décidément à la société de consommation.

Cette disparité sociale revêt un aspect catastrophique en termes nationaux. L'abîme existant entre le rythme de développement de l'axe Rio-Sao-Paulo et du reste du pays augmente toujours plus. Les "émigrations de capitaux" constituent une preuve irréfutable de cette distorsion dans le développement. Deux tiers des nouveaux investissements des dernières années correspondent aux deux Etats mentionnés. Rien que Sao Paulo représente 54% du total.

Ceci s'explique par l'échec des plans gouvernementaux de développement régional, entamés -d'une façon organisée- pendant le gouvernement de Juscelino Kubitschek. Pour corriger le développement régional inégal du pays, et en particulier combattre l'énorme retard du Nordeste par rapport à la région centre-sud, la "Superintendance du développement du Nordeste-SUDENE" est créée en 1959. Une série d'avantages officiels sont instaurés dans le but d'accélérer le développement de cette région. Ainsi les encouragements fiscaux : tout contribuable a le droit de déduire de l'impôt sur le revenu, un certain pourcentage s'il l'applique dans des investissements au Nordeste. Grâce à cela, avec seulement 12,5% de capital propre, n'importe quelle entreprise qui s'installe dans les états nordestins peut compter sur le reste de l'investissement sous forme d'avantages fiscaux et de crédits des Etats. Un vrai cadeau à la bourgeoisie du Nordeste et, principalement aux groupes étrangers qui en ont profité pour installer dans cette région -avec l'argent du peuple- des usines satellites de leurs complexes industriels de Sao Paulo.

#### Les Fronts de Travail, un Echec de la SUDENE

Passés dix ans, les résultats confessés par la SUDENE sont mélancoliques. Les "investisseurs avec les deniers publics" essaient de retirer le profit maximum des avantages fiscaux sans aucune préoccupation de caractère social. Ainsi, dans une région où existe une disponibilité de main d'oeuvre urbaine trois fois supérieure à celle utilisée, un énorme chômage et un sous-emploi à la campagne, on installe des usines de haut niveau technologique. Ce qui invalide totalement l'intention sociale de l'initiative. Tout l'effort national pour développer cette région marginalisée est resté sans résultat : en dix ans, moins de 150.000 emplois additionnels ont été créés, pendant que la population augmentait de presque 8 millions malgré l'exode en direction du sud et de l'ouest, assez intense durant les premières années de la décade.

Et cette situation absurde s'aggrave encore : le niveau technologique des installations industrielles continue de s'améliorer. Ainsi en 1968, avec un investissement de 953 millions de cruzeiros (environ 200 millions de dollars) la SUDENE a créé 22.470 emplois; en 1969 avec un investissement plus important, 1.080 millions, 13.000 emplois nouveaux seulement ont été créés (données de la SUDENE elle-même, dans le supplément de la revue "Veja" : "Guide des Avantages fiscaux"). Cet échec de la planification régionale explique la nécessité -à cause de la dernière sécheresse, une sécheresse partielle, très inférieure à d'autres restées célèbres- de créer des "Fronts de Travail" d'Etat (construction et réparation de routes) pour plus de 500.000 victimes de la sécheresse.

L'échec de la SUDENE explique aussi le plan gouvernemental de la "Transamazonienne" (route, qui partant du Nordeste, devra relier ce dernier à la frontière bolivienne, traversant tout "l'enfer vert"). Comme l'on ne réussit pas à créer des emplois industriels pour la population croissante (les calculs démographiques prévoient pour 1980 près de 38 millions de nordestins) et que l'on maintient intacte l'absurde structure agraire (près de 80% des terres de la région sont immobilisées en latifundias improductif), la solution est le transfert massif et improvisé des masses nordestines qui ont tant souffert pour "l'enfer". Ce plan -parce qu'il est primaire et improvisé- est critiqué de tous côtés. Même les secteurs réactionnaires des forces armées, comme la "Sorbonne" (Ecole Supérieure de Guerre) critiquent durement, par la voix du maréchal Juarez Tavora, "l'oeuvre du siècle" commencée par le général Garrastazu Medici. En réalité, pour préserver la structure semi-féodale du Nordeste et les privilèges de son oligarchie, on provoque un génocide, comme à l'époque où l'exploitation du caoutchouc était en pleine prospérité. Et en même temps, une main d'oeuvre bon marché est fournie aux latifundiaires yankees qui ont acheté la moitié des terres au Nord du Rio Negro.

En raison de l'échec de la politique de développement, une situation de misère asiatique règne au Brésil, et l'exploitation de l'homme par l'homme y atteint un niveau inégalé.

---

FRONT BRÉSILIEN D'INFORMATION  
 3ème année.....n° 2  
 FEVRIER..... 1971

---